OPINION

POUR UN « POSITIVISME POLITIQUE »

*PAR DOMINIQUE BIDOU**

Les partis sont divisés. Sur les grands sujets qui agitent le monde politique aujourd'hui, tels la défense et la crise économique, des voix divergentes se font entendre dans chaque camp. Les positions de MM. Pinton et Sudreau d'un côté sur la force de frappe, d'une partie du Parti socialiste, de l'autre sur la « relance » de l'économie, illustrent cette constatation. Les débats internes aux deux grands « camps » sont parfois plus fondamentaux que ceux, plus traditionnels et souvent dépassés, du spectacle politique « droite-gauche ».

L'inquiétant est que ces débats, gênants pour la cohésion d'une formation politique, sont le plus souvent occultés, ou rendus sans objet par l'application d'un rigoureux « centralisme démocratique », voire l'utilisation au moment décisif de procédures parlementaires contraignantes. Au lieu de populariser les débats politiques, les partis les confisquent tout en occupant la scène avec une représentation codifiée et figée.

Les problèmes de notre époque entrent mal dans la problématique droite-gauche, et remettent en cause l'existence même des structures fondées sur ce clivage. Il n'est qu'à observer les divisions provoquées par des questions telles que sécurité, avortement ou politique énergétique pour se convaincre du caractère artificiel du paysage politique français.

Heureusement pour les partis, le fonctionnement de la Ve République leur assure une pérennité inespérée. C'est la règle du tout ou rien, de la censure ou de la résignation. Les dissidents doivent rentrer dans le rang, ou disparaître. Le débat politique, si essentiel à la vie d'une nation, en est appauvri d'autant.

Ce système de duopole a aussi pour conséquence que chaque camp trouve plus d'intérêt à exploiter les difficultés de l'autre qu'à se montrer constructif, à faire peur de l'autre qu'à tenter avec lui la nécessaire exploration de sentiers nouveaux. Hier, la droite exploitait la peur des communistes, comme aujourd'hui la gauche, conformiste, agite le spectre de la « réaction » et du retour au passé, quand elle n'est pas tentée par l'utilisation dangereuse de ce phénomène inquiétant qu'est la poussée de l'extrême droite.

Cette situation est accentuée par l'importance des idéologies dans notre pays. Tout échec d'une politique sectorielle est vite assimilé à celui d'une idéologie, ce qui ne peut que radicaliser les positions. Tout dialogue constructif est exclu, les déclarations politiques ne sont plus qu'anathèmes remettant en cause la légitimité même de l'« autre ».

L'« opposition » (quelle qu'elle soit) se trouve dans l'obligation tactique d'empêcher toute réforme qui apaiserait les luttes dont elle tire argument. Hier, la gauche ne pouvait accepter de mesures qui auraient amélioré le climat dans l'entreprise et, aujourd'hui, la fin de la « guerre scolaire » ôterait au RPR et à l'UDF un important levier de leur action de déstabilisation du pouvoir en place. Hier comme aujourd'hui, les partis sont condamnés à combattre (directement ou par intermédiaire) tout progrès dont leur adversaire pourrait tirer profit. La bipolarisation, jusqu'à présent préservée par la coalition au pouvoir, entraîne inéluctablement une tendance « négativiste », car la défaite de l'un est la voie la plus sûre de la victoire de l'autre. Même si tout le monde y perd...

Remède nécessaire dans une situation trop confuse, la « bipolarisation » ne peut être maintenue indéfiniment sans risquer de devenir une drogue sécurisante, mais stérilisante. Il faut aujourd'hui entamer la nécessaire désintoxication, certes en réformant les systèmes électoraux, mais aussi par des transformations plus profondes, privilégiant l'expérimentation et la pratique au détriment de l'idéologie et de la théorie.

A quand la création d'une force politique positive, force de proposition et non de dénigrement, ayant à cœur, pour paraphraser une formule célèbre, d'être « pour ceux qui sont pour » et « contre ceux qui sont contre » ?

* « *Les Amis de la Terre* », *Paris*